

Les maires dénoncent « la fin programmée des écoles rurales »

Les maires ruraux de l'Orne accusent l'Education nationale de vouloir « tuer davantage encore la ruralité » par le biais d'une convention de ruralité.

Orne. Président des Maires ruraux de l'Orne, François Carbonell est vent debout contre la politique du gouvernement concernant l'école dans les villages. « **Si quelqu'un avait encore un doute sur la pérennité des écoles rurales de l'Orne, le message de l'Education nationale est sans appel. La minipause sur les fermetures de ces mois derniers est terminée. Les fermetures de classe s'accéléreront sur le département, et ce, dès septembre 2021 et passeront à la vitesse supérieure sur les deux années à venir.** »

« Absence de bienveillance »

La baisse de la démographie est affichée comme la justification majeure de ces retraits de postes mais la DASEN* fait comprendre que l'Orne a échappé au pire. « **Depuis le mandat précédent, nous avons supprimé sept postes alors que nous aurions pu en supprimer vingt dans l'Orne !** »

Selon François Carbonell, « **l'argumentaire des autorités de l'Education nationale chargées de l'abattage annoncé est bien rôdé. Beaucoup de chiffres (souvent contradictoires), des analyses comptables mais aucune d'elles n'évoque l'environnement de l'école et, enfin, une absence totale de bienveillance. Mieux encore, la DASEN laisse penser à l'heure de sa conclusion, comme elle l'a fait récemment lors d'une conférence des maires en Cdc du Pays de L'Aigle, qu'elle est aussi une victime de cette situation.** »

Durant cette rencontre, « **les élus ont peu réagi tant ils étaient abasourdis par l'annonce de la vague de fermetures de classes prévues pour les trois ans à venir. A croire que les victimes de cette destruction massive ne sont que des chiffres, des pourcentages et des raccourcis clavier. Comment peut-on affirmer dans la même phrase que l'État a fait de l'école une priorité nationale et que l'on réduise à néant des dizaines d'années d'investissements (financiers, bien sûr, mais surtout humains) pour l'école qui est la source de vie des villages, des bourgades et des villes rurales ? Le nouvel outil présenté par la DASEN, est LA solution expliquée aux élus de ce département concernés par les fermetures.** »

Il s'agit d'une convention de ruralité dans laquelle on programme sur trois, quatre ou cinq ans, le nombre de fermetures de classes et, forcément, d'écoles. **« Voilà encore une belle invention, un bel outil vendu comme une solution pour organiser l'école de demain sur les territoires »**, s'agace le président des maires des bourgades et villages. **« En clair, ce bel outil servira à regrouper les regroupements. Bref, à centraliser davantage encore l'activité humaine vers le ou les pôles d'attractivité. Formidable démonstration d'efficacité pour tuer davantage encore la ruralité, c'est-à-dire tout le département de l'Orne puisque, certains l'ont oublié, l'Orne est un département rural. Et quelques élus de collectivités importantes, heureusement peu nombreux, y voient là l'occasion de faire des économies d'échelle sur le fonctionnement du scolaire. C'est pitoyable ! »**

Depuis quelques jours, François Carbonell se dit interpellé par de très nombreux élus locaux de ce territoire. **« Ils sont désemparés... et furieux ! Car, comme moi, ils ont entendu et voulu croire à la petite musique de fond officielle ou l'État se faisait fort de préserver la ruralité et surtout le maintien de son activité première, l'école. Il n'en a rien été ! »**

« Une école qui ferme ne rouvre jamais »

Pourtant, **« il y a des solutions pérennes mais celles-ci ne peuvent reposer sur les schémas rouillés de l'Education nationale s'appuyant essentiellement sur des chiffres et des pourcentages »**, prévient le maire de Vitrai-sous-L'Aigle. **« Personne, aujourd'hui, ne conteste la crise liée à la démographie. Les élus ornaïens sont en première ligne pour contrecarrer, au quotidien, les effets néfastes de ce recul démographique. Seulement, voilà, si des solutions existent, et elles existent, elles s'inscrivent dans le temps et ne peuvent se concevoir qu'à la condition de stopper les fermetures d'aujourd'hui afin de ne pas compromettre l'avenir de nos territoires. Une école qui ferme ne rouvrira jamais ! C'est irréparable ! Tout le monde le sait. Apparemment, peut-être pas tout le monde. La Fédération des Maires Ruraux de l'Orne est en ordre de marche pour stopper ce démantèlement scolaire programmé. L'avenir de nos territoires ornaïens en dépend. »**

*Directrice académique des services de l'Éducation nationale

Pratique

Contact : Association des Maires Ruraux de l'Orne (AMR61), amr61cf@gmail.com.



François Carbonell est vent debout contre la politique du gouvernement concernant l'école dans les villages (Illustration, ©Le Perche).